

## *Nicaragua : les limites d'une démocratie oubliée*

---

La « normalisation » démocratique de l'Amérique centrale a eu pour effet de remplacer les clivages politiques par la dualisation sociale. Le Nicaragua n'échappe pas à ce processus : le bilan de dix années de démocratie libérale est une catastrophe socioéconomique et culturelle. Les élections présidentielles verront-elles le retour au pouvoir du Front sandiniste ?

---

PAR BERNARD DUTERME

Le Nicaragua est-il à jamais enfoui dans notre inconscient collectif ou ce petit pays d'Amérique centrale pourrait-il resurgir sur le devant de la scène à la faveur d'élections présidentielles comme celles qui se sont tenues là-bas le 4 novembre dernier ? Cela fait aujourd'hui une décennie déjà que le conflit gauchedroite, par Nicaraguayens interposés, ne se joue plus dans cette région de volcans. Les années quatre-vingt, là-bas, c'était l'époque des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires, des « sandinistes » et des « contras ». La gauche internationaliste faisait le voyage à Managua pour soutenir la libération des peuples ; la droite états-unienne armait l'opposition au régime de Daniel Ortega à partir du Honduras et du Costa Rica. Le prisme de l'af-

frontement Est-Ouest réduisait l'ensemble de l'isthme centro-américain à un vulgaire jeu de dominos.

En 1990, les leaders sandinistes, au pouvoir depuis plus de dix ans, finiront par plier. Épuisée par les années de guerre, la population nicaraguayenne fermera la parenthèse révolutionnaire dans les urnes, sur un bilan mi-figue mi-raïsin. Du côté des bonis, plus ou moins acquis : la lutte contre l'analphabétisme, les campagnes de vaccination, la redistribution des richesses, l'éducation pour tous, la réforme agraire, l'aspiration à la souveraineté nationale... Du côté des insatisfactions, plus ou moins profondes : le volontarisme et le dirigisme d'un pouvoir sûr de sa mission libératrice, la raison d'État

qui s'impose, les sacrifices consentis dans un contexte de violence politique et de boycott, le militarisme ambiant... Les sandinistes acceptent leur défaite ; place à la démocratie libérale des années nonante.

Avec le Nicaragua, c'est toute l'Amérique centrale qui entrera cette dernière décennie dans un processus de « normalisation » démocratique. Certes, les conditions de vie de la majorité des Centro-Américains sont pires aujourd'hui qu'en 1980, certes les écarts sociaux y sont plus prononcés que partout ailleurs, mais, à la faveur d'une pacification progressive de la région, l'isthme tout entier est retombé dans l'anonymat des sociétés sans histoires. Les polarisations politiques d'hier ont cédé le pas à des dualisations sociales accrues ; la violence n'y est plus partisane, mais sociale et débridée. Le taux d'homicides au Guatemala et au Salvador (1 500 assassinats par an par million d'habitants) est plus de dix fois supérieur à la moyenne latino-américaine ; 80 % des Nicaraguayens vivent dans la pauvreté. Sur le plan social, les limites de la démocratie électorale à la sauce centro-américaine sont patentes.

En cause, deux facteurs principaux : l'un interne, l'autre externe. D'un côté, la corruption scandaleuse, le cynisme public et le népotisme des mandataires nationaux — et en particulier du président nicaraguayen sortant, Arnoldo Aleman — qui nourrissent la désillusion du petit peuple et la timidité des bailleurs de fonds internationaux ; de l'autre, le poids de la dette, les programmes d'ajustement structurel, les politiques néolibérales imposées par les créanciers multilatéraux et la chute de l'aide extérieure. Le soutien éco-

nomique des États-Unis à l'Amérique centrale est ainsi passé de 1,5 milliard de dollars en 1995 à 149 millions en 2000. La faiblesse des institutions et l'incapacité des partis politiques à se démocratiser n'arrangent rien et ne préservent en tout cas pas la région de nouvelles aventures autoritaires. La mémoire encore vive des violences politiques passées devrait néanmoins l'en dissuader.

Reste que le bilan de dix ans de démocratie libérale au Nicaragua équivaut pratiquement à une faillite, tant sur le plan socioéconomique que culturel. Deux tiers des Nicaraguayens sondés l'année dernière ne disaient-ils pas qu'ils quitteraient leur pays s'ils en avaient la possibilité ? Soixantième sur l'échelle du développement humain des Nations unies en 1990, le Nicaragua occupe aujourd'hui le 116<sup>e</sup> rang. Les famines enregistrées ces derniers mois dans les régions rurales en attestent dramatiquement.

Hier encore dictatoriales, les élites traditionnelles centro-américaines ont été amenées, sous la pression conjuguée des mouvements populaires et d'un contexte global changeant, à jouer le jeu de la démocratie. Les anciennes gauches révolutionnaires se sont elles-mêmes muées en partis d'opposition. C'est le cas, au Nicaragua, du Front sandiniste. Si ce dernier parvenait un jour à reconquérir le pouvoir, saurait-il redonner vie à la société nicaraguayenne ? Ses anciens idéaux de justice sociale sont-ils toujours d'actualité ? Auraient-ils d'ailleurs, dans un petit pays dépendant, la moindre chance de s'imposer ?

Pour l'instant, la question ne se pose plus. Contrairement à ce

qu'annonçaient les sondages depuis plus d'un an, Daniel Ortega, candidat sandiniste à la présidence, a enregistré une nouvelle défaite en novembre dernier. C'est le libéral conservateur Enrique Bolanos qui présidera dès janvier prochain aux destinées du pays. Une fois de plus, la stratégie sandiniste de reconquête du pouvoir suprême a échoué. Le reniement des années révolutionnaires et le pardon demandé pour « les erreurs du passé », les multiples alliances contre nature avec les ennemis idéologiques et militaires d'hier, la légèreté d'un programme réformiste populiste, la neutralisation des dissidences internes, les promesses de bonne conduite faites à Washington, les courbettes répétées devant une Église catholique ultraconservatrice, le pacte conclu avec le parti libéral pour cadenciser la scène politique nicaraguayenne à leurs avantages, les millions de dollars dépensés pour édulcorer l'image de Daniel Ortega et refouler certaines affaires publiques et privées... rien n'y fit.

Malgré — ou à cause de — cette mue opportuniste du Front sandiniste d'hier en une convergence sociale-démocrate électoraliste, le nouveau président du Nicaragua sera du même parti que le précédent. En agitant l'éternel épouvan-

tail Ortega — associé dans les images à Castro, Kadhafi et Saddam Hussein —, la machinerie électorale libérale a aussi réussi à se distancier du bilan désastreux de l'administration Aleman. Relayée par les mises en garde dissuasives du Vatican, des républicains états-unis et de la plupart des agences de presse internationales influentes dans la région, l'idée d'un retour à « la terreur<sup>1</sup> » du régime sandiniste des années quatre-vingt a prévalu sur l'analyse de la situation actuelle. Enrique Bolanos, vierge de tout mandat présidentiel, en a bénéficié. Les militants sandinistes sauront-ils profiter de cette nouvelle période d'opposition pour enfin démocratiser leur parti — deuxième force politique du pays — et déboulonner sa vieille garde enrichie et autoritaire ? L'élite nicaraguayenne a des raisons objectives de ne pas l'espérer.

#### *Bernard Duterme*

Bernard Duterme est sociologue, chercheur au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve).

Adaptation et actualisation de l'article : Bernard Duterme, « Quel sauveur pour le Nicaragua ? », paru dans le quotidien *Libération* le 2 novembre 2001.

<sup>1</sup> AFP dans *Le Soir* (Bruxelles) du 6 novembre 2001.